

3 . *Au nom de la science*

La diététique stalinienne ou Ubu nutritionniste

Pavel Campeanu

Le communisme gérait la pénurie réelle et créait la richesse imaginaire avec le même instrument magique : la langue de bois. Ainsi, en 1982, Nicolae Ceausescu avait-il décrété que les Roumains, privés de tout, mangeaient trop. La dictature et la diète : deux régimes durs à avaler.

Tous les leaders staliniens au pouvoir en 1989 ont survécu à l'effondrement de leur régime. Le seul qui paya cet échec historique de sa vie et de celle de son épouse fut le « Génie des Carpates ». Cette exception n'est pas due à la cruauté héréditaire des Roumains, que certains Occidentaux identifient à Dracula, mais aux excès du stalinisme roumain, le plus primitif à l'époque sur le Vieux Continent. Largement soutenu par ses concitoyens au cours des années 60, Ceausescu finit par être presque unanimement haï. Parmi les facteurs ayant le plus contribué à attiser cette haine figure la diététique stalinienne, intitulée en l'occurrence « Programme en vue de l'alimentation scientifique de la population. »

Rendu public le 14 juillet 1982, le programme avait pour but déclaré de défendre la santé de la population. Celle-ci, soulignait le document, présentait des symptômes inquiétants : elle comptait une proportion excessive de sujets présentant une surcharge pondérale, phénomène attribué essentiellement à une consommation excessive de graisses animales. Publié dans *Scînteia*, l'organe officiel du Parti, le programme contenait notamment un tableau détaillé des poids recommandés pour chaque taille. Une campagne

médiatique tonitruante expliquait, en faisant intervenir les spécialistes, les bases scientifiques de ce diagnostic et la thérapeutique sociale indiquée.

Le programme établissait la consommation annuelle moyenne par tête d'habitant pour toute une série de produits, dont voici quelques exemples : viande : 60-70 kilos ; poisson : 8-10 kilos ; lait et produits laitiers (à l'exclusion du beurre) : 210-230 litres ; œufs : 260-280 pièces ; graisses : 16-18 kilos ; légumes : 170-185 kilos ; légumes secs : 3-4 kilos ; fruits : 85-95 kilos ; sucre (y compris produits sucrés) : 22-26 kilos ; pommes de terre : 70-90 kilos ; produits céréaliers : 120-140 kilos ; etc.

Une alimentation scientifique ne saurait éviter les moyennes, mais elle ne peut davantage s'y résumer. Respectant donc la diversité, le programme disposait que les bébés de moins de trois ans ne consommeraient que 19-22 kilos de viande, contre 76-90 kilos prévus pour les hommes dont l'activité exige de très grands efforts physiques. Reflets des réalités vivantes de la société, ces distinctions déterminaient donc dans quelle mesure les adultes devaient manger plus que les bébés, les hommes plus que les femmes, les honnêtes mineurs maniant la pioche davantage que les architectes qui ne manipulent que des crayons feutre, et elles démontraient ainsi la gratuité des accusations d'égalitarisme et d'uniformisation adressées au socialisme par ses ennemis.

Un projet de cette envergure ne pouvait prétendre à la même précision en tous ses aspects. Considérons par exemple ces deux dimensions : les rythmes alimentaires d'une part, les ressources d'autre part.

En matière de rythmes, le programme préconisait que les quantités moyennes seraient consommées dans une proportion de 30 % au petit déjeuner, de 50 % au déjeuner et de 20 % au dîner, ce qui était parfaitement précis. Certains points restaient toutefois en suspens : fallait-il répéter le même menu lors des trois repas quotidiens - par exemple répartir les pommes de terre prévues entre petit déjeuner, déjeuner et dîner -, ou au contraire préparer des menus distincts ? Et, dans ce dernier cas, chaque repas devait-il avoir chaque jour la même composition, par exemple tous les petits déjeuners devaient-ils comporter les trois quarts d'œuf résultant de la fraction 260/365 (nombre total des œufs sur nombre total de jours

dans l'année), ou bien les petits déjeuners avec œuf devaient-ils alterner avec des petits déjeuners sans œuf, etc. ?

En matière de ressources, la difficulté qui apparaissait touchait au rapport entre les quantités prescrites par le programme et celles produites. Ainsi, pour la viande, le programme établissait une consommation de 60-70 kilos, tandis que les statistiques officielles indiquaient une production de 39 kilos par tête d'habitant (pour 1979, la dernière année où ces données statistiques étaient accessibles). La question de couvrir ce déficit par des importations ne se posait pas, car la Roumanie continuait à exporter tous ses produits alimentaires, y compris ceux dont la production était déficitaire.

L'imaginaire en Plan

Malheureusement, cette incertitude ne se limitait pas à la viande et les statistiques officielles avaient du mal à se conjuguer non seulement avec le programme, mais aussi avec la production réelle. Ce penchant des statistiques officielles pour l'approximation ne se limitait pas aux produits agro-alimentaires, mais il était surdéterminé dans ce domaine par une cause particulière : le système de mesure de la production en question. Pour décrire ce système, je crois utile de relater un souvenir personnel. Au mois de juillet 1988, je me trouvais dans la ville de Sibiu, capitale du département de Transylvanie portant le même nom. C'était un département particulièrement protégé par le pouvoir central, car son chef se trouvait être à l'époque le dauphin Nicu Ceausescu, héritier présomptif de son père.

À Sibiu, je rencontrai le camarade B., instructeur du comité central, personnage suffisamment ouvert pour me raconter son grand ennui du jour : il attendait pour le lendemain la troisième commission mandée par le centre avec la mission de réévaluer les recettes du département. Ce détail permet à lui seul de saisir le principe du système : la direction centrale du Parti se méfie des directions départementales du même Parti, ainsi que de ses propres commissions. La fonction du système est de soustraire la récolte à la consommation et de la mettre à la disposition du centre, qui va la vendre sur les marchés extérieurs pour la convertir ainsi en nouveaux investissements dans l'industrie.

Le système s'inscrit dans une double dynamique, temporelle et quantitative, dont voici les principaux repères :

A) le Plan - évaluation à la fois prédictive et coercitive de la future récolte (le Plan étant loi d'État) ;

B) la récolte effective, comprenant :

a) ce que la terre et le bétail ont donné, d'où on doit soustraire :

b) la partie qui n'est pas ramassée et pourrit sur les champs ;

c) la partie qui est volée par les villageois ;

d) la partie que les organismes locaux cachent au centre.

Par conséquent, la récolte vraisemblablement disponible s'écrit :

$$a - (b + c + d) = a'$$

C) la récolte telle qu'elle est rapportée par les directions locales. Évaluation généralement restrictive : $C < a'$;

D) première commission mandée par le centre. Évaluation « récupératoire » : $D > C$;

E) deuxième commission. Évaluation « dilatatoire » : $E > D$;

F) troisième commission. Évaluation hyperbolique : $F > E$.

Cette dynamique peut être représentée par les formules suivantes :

$$1. A > a' > C \quad 2. F > E > D > a'$$

Par l'action de ce système, chaque cycle agricole crée trois produits finaux :

1. a' - la production effectivement utilisable, appropriée dans sa majeure partie par le centre.

2. F - la production record mentionnée par la propagande, y compris par les statistiques officielles.

3. $F - a'$ - le supplément imaginaire de la récolte, ressource pour l'alimentation imaginaire de la population, projetée de cette manière dans la sphère d'un magique existentiel.

Ce caractère plurivoque du produit débouche sur un paradoxe : plus les récoltes annoncées augmentent et moins les Roumains ont de quoi se nourrir. Les estimations triomphalistes F peuvent être crues par leurs auteurs, mais non par leurs victimes. Entre les gouvernants et les gouvernés s'installe ainsi un état d'incommunicabilité. La population ne peut remplir la performance magique de satisfaire ses besoins vitaux à l'aide de vivres imaginaires - une

désynchronisation que le programme pour l'alimentation scientifique vise à dépasser.

La magie du dogmatisme

Pour les habitants, le grand problème n'était pas de savoir à quel repas ingurgiter les trois quarts d'œuf accordés par le programme, mais comment se les procurer. Le programme, qui offrait des chiffres mais non des produits, fut donc compris comme un prélude à de nouvelles restrictions. Le pays connut une frénésie d'acquisitions contagieuse. Les files d'attente devant les magasins d'alimentation prirent des dimensions monstrueuses. Les gens n'achetaient pas les denrées dont ils avaient besoin, mais celles qu'ils trouvaient au hasard et cela en quantités aussi exorbitantes que possible. Les maisons se transformèrent en dépôts et, pour prévenir la dégradation de ce stock, les familles se nourrissaient des semaines durant des mêmes plats.

Confronté à ces perturbations, le pouvoir comprit que la régulation centralisée de l'alimentation exigeait la régulation centralisée des acquisitions. Un décret fut donc rapidement adopté et publié, spécifiant pour un grand nombre de denrées les quantités que les familles avaient la permission de conserver dans leur garde-manger. La transgression de ces normes était considérée comme une infraction, les coupables s'exposant à de sévères peines de prison. C'était une innovation autant en matière de droit pénal que d'économie. De droit parce que l'on risquait de faire plus de prison pour l'acquisition de vivres que pour leur vol. Et d'économie parce que, dans ces circonstances, les citoyens cessaient d'être les propriétaires de leur argent. Ils conservaient la liberté de le posséder, mais non de le dépenser en fonction de leur propre décision.

Cette tentative de régler par la contrainte centralisée ce que 20 millions de personnes vont manger à chacun des trois repas quotidiens, tout en tenant compte des différences d'âge, de sexe et d'activité me paraît rendre perceptible la parenté qui existe entre dogmatisme stalinien et pensée magique. A cet égard, la question clé est la suivante : d'où vient l'acharnement du pouvoir à démontrer le caractère scientifique de ce projet aberrant ? Manger est un acte individuel pour tout être vivant, humain ou non humain, et

le caractère individuel de cet acte relève de la nature, il est d'ordre biologique. Le programme alimentaire du dictateur roumain visait à la socialisation de cet acte naturellement individuel - il était donc dirigé contre la nature. En attribuant à ce projet un caractère scientifique, le stalinisme prétendait contrôler des lois naturelles qu'il ne faisait qu'ignorer et nier. Or c'est précisément l'ignorance et la négation des lois naturelles que l'on retrouve aussi bien dans le dogmatisme stalinien que dans la pensée magique.

Au-dessus du chœur des experts qui, à la faveur du programme, apportaient la parole de la science, s'élevait la voix d'un médecin réputé, le docteur Iulian Mincu. Vedette de ce programme staliniste de sous-alimentation en 1982, il est aujourd'hui le ministre de la Santé du gouvernement censé éradiquer les vestiges du stalinisme en Roumanie. C'est là une métamorphose courante, qui indique la stratégie résolument récupératrice du pouvoir actuel en matière de promotion sociale. Le « Programme d'alimentation scientifique » fit glisser la société roumaine de la pénurie de vivres vers la famine. Saisie, la Croix-Rouge internationale offrit son secours, surtout aux enfants. Le refus de cette offre par le dictateur suscita la protestation d'un groupe de mères. Leur lettre, diffusée par Radio-Europe libre, soulignait « la situation alimentaire désastreuse du pays ».

Néanmoins, ce prétendu programme a apporté une innovation réelle : le passage des famines catastrophiques (causées par la sécheresse, la guerre, etc.) aux famines stratégiques. La sous-alimentation, de conséquence déplorable, est devenue un objectif social.

Pavel Campeanu